



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

19/02/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 267 du 19 février 2026



Photo Morning Star

Des membres de syndicats manifestent contre un accord commercial intérimaire avec les États-Unis, affirmant que cet accord porte atteinte aux intérêts des agriculteurs, des petites entreprises et des travailleurs à New Delhi, en Inde, le 12 février 2026.

ÉDITO

L'Institut Montaigne, la Mutualité Française et l'Institut Terram viennent de publier une étude¹ intitulée : "Santé mentale des jeunes de l'Hexagone aux Outre-mer ; cartographie des inégalités". Cette étude met en évidence le profond malaise de la jeunesse dans un monde particulièrement instable. Ainsi, 87% des jeunes sont stressés par leurs études et 75% par leur travail. Mais parler de jeunesse de manière indifférenciée n'est pas juste et l'étude montre que si 25% des jeunes souffrent de dépression, ils sont d'autant plus touchés qu'ils sont femmes (27% ; 22% pour les hommes), qu'ils vivent en France ou dans les colonies françaises Outre-mer où 39% d'entre eux souffrent de dépression. La précarité est un facteur majeur puisque 47% des jeunes en grande précarité souffrent de dépression.

L'anxiété d'un monde en crise pèse lourd dans les facteurs déterminants. Ainsi, 94% des jeunes se disent inquiets pour au moins un enjeu majeur : leur avenir personnel 68% ; l'actualité internationale 83% et la crise environnementale 77%.

Nous devons prendre au sérieux cette situation montrant à quel point le capitalisme mondialisé alimente une crise profonde de la vie humaine et sociale dont le dégoût atteint des sommets avec les révélations de ce que l'on nomme l'affaire Epstein est seulement la partie immergée de l'iceberg des mœurs que génèrent la grande bourgeoisie monopoliste et son culte de l'argent. Alors oui, porter la voix du changement de société est bien la seule issue. C'est notre combat de révolutionnaires communistes.

Sommaire :

Luttes

- 25 février appel de la FNIC-CGT : pour la sauvegarde de nos industries
- Unité CGT N°7 de février est paru
- Ariège : un militant injustement condamné
- Santé, hôpital : des luttes partout en France contre l'austérité
- Groupe Hager (Alsace) 112 emplois supprimés
- Aubagne pour les 250 salariés de l'enseigne *Alinea*, faire face à la fermeture annoncée
- Beauvais : agents de la ville à nouveau en grève le 10 février
- 9 jours de grève : les postiers de Léré (Cher) lèvent leur mouvement et saluent plusieurs avancées
- Carrefour Alma, à Rennes : mobilisation contre les conditions de travail

- Bastia : grève au collège Giraud
- Pétition contre à la réorganisation du remplacement dans les Haut de Seine pour la rentrée scolaire 2026
- Action dans l'enseignement en Île-de-France contre les suppressions de postes
- Grève pour les salaires à la *Scapest* à Saint-Martin-sur-le-Pré (Marne)
- Grève à l'usine *Saint-Gobain* de Sully-sur-Loire (Loiret)
- Manifestation pour soutenir la verrerie *Arc* à Arques (Pas de calais)
- Grève à la SPL Nantes

Économie

- Macron en Inde
- 300 acteurs de santé publique alertent contre la réorganisation de Santé publique France
- Industrie automobile : un travail de l'INSEE met en relief les dégâts de la désindustrialisation
- 11.000 accidents de travail recensés dans l'Hérault en 2024
- L'Allemagne enregistre un déficit commercial sans précédent avec la Chine
- France Universités et le Medef ont signé, le 12 février 2026, une convention de partenariat
- Industrie : la France a continué à perdre plus d'usines qu'elle n'en a ouvert en 2025, 10.000 emplois concernés
- UPS annonce 30.000 suppressions d'emplois
- Plan fécondité

Solidarité internationaliste

- la justice britannique juge illégale l'interdiction du mouvement Palestine Action
- Lufthansa en grève
- Puissantes grèves en Inde contre la réforme du code du travail et l'accord Inde-USA

Luttes

25 février appel de la FNIC-CGT : pour la sauvegarde de nos industries

Le 25 février, la FNIC-CGT appelle à un rassemblement à 11h00 devant le Sénat. Ce sera également le cas de la fédération CGT de la métallurgie afin de soutenir le projet de loi de nationalisation d'ArcelorMittal². L'appel de la FNIC-CGT souligne : *"L'état des lieux des industries en général et notamment des industries chimiques en France est plus qu'inquiétant. Dans les entreprises chimiques, ce sont près de 150 entreprises qui sont touchées par des plans de suppressions d'emplois touchant près de 25.000 salariés, à l'exemple de Vencorex, Arkema, Sanofi, Exxon, Total, Michelin, Bayer, Guerbet, Air Liquide, Yves Rocher, Yara, Orkyn, Vitalaire, etc. Et ceci alors que les actionnaires se portent très bien. Les entreprises du CAC 40 ont reversé l'année dernière 107 milliards d'euros à leurs actionnaires. Un record qui illustre leur situation de rente et leur décalage avec le reste de l'économie."*

Sur ces questions de la désindustrialisation, le Parti Révolutionnaire Communistes organise le 21 mars une initiative* : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société ". Nous y invitons tous ceux qui considèrent qu'il est grand temps de rassembler les forces pour faire face à la politique du capital.

* Le Maltais Rouge à 14h00, 40 rue de Malte, 75011 Paris

Unité CGT N°7 de février est paru³

Le numéro de février de la revue Unité CGT est paru. Son sommaire : **Guerre sociale**, luttes, mobilisations et grèves en France ; **Grève contre le génocide** dans les ports et docks ; **le focus**, accident mortel à Elkem et les gardiens de troupeaux CGT en action. Dans ce numéro on trouvera un article de G. Parrot secrétaire général adjoint de la FSM sur : *"Le syndicalisme à la croisée des chemins : lutte des classes ou intégration impérialiste ? Le rôle de la CSI "*

Ariège : un militant injustement condamné

Lors de la manifestation interprofessionnelle et 3 mars 2020 contre la réforme des retraites, deux policiers de Foix se sont jetés au milieu de la manifestation afin d'interpeller un manifestant. C'est alors qu'un militant de la CGT s'est interposé avec d'autres militants contre une arrestation jugée démesurée et disproportionnée.

Pour porter secours à ce manifestant, le camarade de la CGT ayant reçu des coups de matraque a été hospitalisé. L'ensemble des organisations syndicales appelant à la manifestation ont déposé plainte pour violences policières, avec **neuf personnes citées, aucune n'a été ni entendue ni convoquée par le commissariat.**

Le procureur de la République choisi de n'instruire que la plainte du policier. **On appelle ça une justice de classe !** Lors de sa convocation le 4 février 2022, plus de 300 salariés d'Aubert Duval et des syndiqués CGT de l'Ariège étaient présents en soutien à leurs camarades. Le procureur de la République a requis six mois de prison avec sursis, 1200 € pour le préjudice et 800 € pour les frais d'avocats de la partie adverse.

Le verdict a été rendu le 21 avril 2022, condamnant purement et simplement le camarade de la CGT sur la totalité des demandes requises par l'avocat du policier et du procureur.

Le jugement a été fondé uniquement sur le témoignage d'un policier, tandis que les autres agents des forces de l'ordre affirment ne rien avoir vu ou ne pas se souvenir des faits.

Lors de l'audience au tribunal, les multiples visionnages de la vidéo n'ont apporté aucune preuve des accusations de violence.

Au cours de l'audience, les déclarations formulées par l'avocat représentant le policier et ainsi que le Major se sont révélées d'une violence exceptionnelle à l'encontre du militant de la CGT, puis également une députée apportant son soutien. La CGT Ariège ne peut accepter cette condamnation reposant sur le seul témoignage de policiers sans aucune preuve.

Le syndicat CGT Aubert et Duval de Pamiers et l'union départementale CGT de l'Ariège ont décidé de soutenir leur camarade en faisant appel de la décision de la justice. C'est la première fois en Ariège, qu'un militant de la CGT est condamné.

Rendre la justice en condamnant sans preuve en s'appuyant sur le témoignage unique d'un fonctionnaire assermenté n'a rien de rassurant pour l'avenir de la patrie des droits de l'homme et du citoyen.

L'ensemble des syndiqués de la région Occitanie, tous ensemble, ont appelé à un rassemblement le 10 février 2026 devant la cour d'appel sur la place du Salin à Toulouse. La CGT ne manquera pas d'informer concernant la décision de la cour d'appel !

Santé, hôpital : des luttes partout en France contre l'austérité

CHU de Nantes, un premier succès : La lutte a permis la création de 4 postes d'Assistant-e-s de Régulation Médicales, c'est insuffisant il en faut 10 !

Dans le cadre du préavis de grève déposé en 2025 par le syndicat CGT du CHU de Nantes toujours d'actualité, la mobilisation des Assistant-e-s de Régulation Médicale, les conférences de presse, les interpellations par la CGT du Directeur général dans les instances et en particulier au Conseil de surveillance, les rencontres avec la direction de plateforme, la rencontre de la CGT et d'une délégation de personnels à l'ARS ont permis d'augmenter les crédits de 378 000 euros.

Ces nouveaux crédits pérennes permettent : la création de 4 postes d'Assistant-e-s de Régulation médicale le financement de la demi-garde médicale supplémentaire.

Cette première victoire a été possible uniquement par la mobilisation du personnel au côté du syndicat CGT du CHU de Nantes afin de contraindre l'ARS à augmenter l'enveloppe budgétaire.

Ces 4 postes sont insuffisants pour répondre à cette mission de service public dans un contexte austéritaire dans lequel le système de santé se dégrade, pour assurer la sécurité des professionnels, déjà très éprouvés par une activité qui ne cesse d'augmenter, pour assurer la sécurité des patients la création de 10 postes d'ARM est exigée. La CGT ne lâchera rien, la lutte continue.

Les soignants du service de réanimation pédiatrique du CHU de Nantes sont en grève et le font savoir au moyen d'une vidéo postée sur le réseau social Instagram.

Ils dénoncent leurs conditions de travail inacceptables imposées par leur direction. La vidéo a été vue 900 000 fois, et l'on voit les soignants assignés portant un T-shirt avec inscrit au dos « En grève ». La vidéo est un appel à l'aide. Leur responsabilité professionnelle et leur implication afin d'offrir des soins avec leurs moyens ne suffisent plus à soutenir la charge de travail demandée. Les équipes aux abois dans un service où la charge mentale est conséquente. De plus, ils pâtissent d'une mauvaise organisation entre les équipes de jour et de nuit et d'un manque de personnel qui les poussent au bord de l'épuisement et du burn-out.

La direction peine à réagir face aux besoins immédiats, de nouveaux recrutements sont en cours, et elle accepte de proposer une plus grande supervision de ce service.

La lutte continue, les soignants ont gagné des points d'amélioration et grâce à ce travail collectif et revendicatif que le combat se joue chaque jour."

Mobilisation à Angers en soutien aux soignants du CHU.

Samedi 14 février, plus de 400 personnes ont manifesté à Angers. Parmi elles, des soignants du CHU d'Angers, en grève depuis le 19 janvier, pour protester contre le manque de moyens et dénoncer des conditions de prise en charge des patients jugées indignes.

Depuis la mairie d'Angers, la manifestation a rejoint la préfecture, portant les revendications des soignants des urgences. Sur les pancartes, on pouvait lire : "Des bras, des lits ! Pour les urgences, pour les services !" Parmi les revendications des soignants : des lits d'hospitalisation pérennes supplémentaires pour permettre 40 hospitalisations par jour et la création d'un poste aide-soignant aux urgences 24h/24 et 7j/7.

La grève se poursuit avec des taux de grévistes importants. Une nouvelle assemblée générale se tiendra, et les grévistes décideront des suites à donner pour leurs revendications.

Pierre-Bénite : les Urgences de l'hôpital Lyon Sud en lutte...

En grève depuis le 11 février les agents hospitaliers des Urgences de Lyon Sud Pierre-Bénite à l'appel de leurs syndicats CGT et FO devant le refus systématique de leur direction de ne prendre en compte aucune des revendications posées. Selon Le Progrès, la situation est très compliquée ce samedi 14 février, certaines personnes n'ont pas pu être prises en charge aux urgences et ont été envoyées vers d'autres établissements de santé.

Chaque jour, les urgences de l'hôpital Lyon Sud reçoivent entre 80 et 160 patients. *"En ce moment, c'est souvent plus de 100 patients par jour"*, affirme une aide-soignante de l'hôpital et déléguée CGT. Selon les syndicats, les urgences comptent cinq à six infirmiers par jour, répartis en trois filières. Viennent en renfort, *"quatre aides-soignants, deux brancardiers en journée et un seul durant la nuit"*, indique la CGT.

Face à cette situation jugée *"intenable"*, les équipes ont débuté une grève illimitée. Les syndicats avec les salariés réclament une croissance des effectifs ainsi qu'une supervision médicale jour et nuit et le remplacement des titulaires. *« Une infirmière absente est rarement remplacée, on pallie l'absence à travers nos heures sup »*. Cinq à six infirmiers aux urgences pour plus de 100 patients en moyenne chaque jour, nous disons STOP !

Comme dans de nombreux hôpitaux de la métropole (HEH- St Jean de Dieu) les salariés sont en lutte pour l'augmentation des salaires, leurs conditions de travail, des créations de postes, l'augmentation du nombre de lits afin de faire face à la demande soins. Une politique mettant en danger les patients et qui va être aggravée par le budget de la Sécurité Sociale voté en fin d'année et qui prévoit de nouvelles coupes dans les lits et les emplois des hôpitaux publics. Il faut en finir avec cette politique d'austérité entraînant le service public dans le déclin et fait les beaux jours du privé ! La santé n'est pas une marchandise. Il faut exiger un hôpital public disposant des moyens nécessaires, en lits, en personnel, en matériel, de manière à répondre aux exigences de notre époque

Marseille : A Marseille, le personnel du "Château en santé" contre les coupes budgétaires à venir

L'État fait des *économies* sur le dos de la santé des plus pauvres. Ainsi, le budget des 26 centres de santé participatifs en France est menacé. A Marseille, le "Château en santé" alerte sur des suppressions d'emplois. Ce qui rendrait difficile l'accès aux soins dans le 15e arrondissement de Marseille. Pourtant, le Premier ministre, a assuré que ces structures *"seront bien pérennisées et financées"*, mais bien sûr, sans garantie de montant.

Selon France bleu⁴ : *"L'établissement marseillais accompagne près de 2.500 personnes à l'année et pourrait perdre 40% de son budget annuel s'élevant actuellement à 1,1 million d'euros. Quelque 18 personnes actuellement salariées (médecins, travailleurs sociaux, conseiller conjugal, infirmiers, orthophonistes, etc.) et une partie pourrait ne pas être conservée."*

Toulouse : la Case de Santé frappée par la politique d'austérité, 2 000 patients concernés

A Toulouse, la *Case de Santé*, centre de santé communautaire, est menacée de fermeture après l'annonce de la fin du financement expérimental SECPA par le gouvernement. Une décision mettant en danger 26 emplois et le suivi de plus de 2 000 patients. La Case de Santé est située dans le quartier Saint-Sernin. **Ce centre communautaire, premier du genre en France, accueille 2.000 patients** chaque année, de la petite enfance aux seniors de 95 ans, dans un lieu où médecins, psychologues, infirmiers, assistantes de service sociale et interprètes travaillent main dans la main.

Les salariés de Pep Lor'Est réclament des comptes après leur mise en redressement judiciaire

Une cinquantaine de salariés de la *Pep Lor'Est* ont manifesté le vendredi 13 février devant l'Agence régionale de Santé à Metz afin de réclamer plus de transparence après le redressement judiciaire de leur association. Inquiets pour leur emplois, ils s'alarment aussi pour les enfants suivis. Ces manifestants sont des salariés de la branche médico-sociale de la *Pep Lor'Est*, **une association qui gère des établissements périscolaires dans la région**. Placée en **redressement judiciaire** en janvier, leur employeur laisse aujourd'hui ses équipes dans l'incertitude. Faute d'informations claires sur la gestion des comptes, ils demandent à l'ARS, principal financeur public, d'exercer un contrôle renforcé.

Groupe Hager (Alsace) 112 emplois supprimés

Le plan social annoncé à l'automne sur les sites alsaciens d'Hager a été signé ce 5 février. Plus de 112 postes seront supprimés en 2026 et 73 personnes seront contraintes au changement de contrat. Les syndicats estiment que ces licenciements ne sont pas nécessaires. La CGT précise que le groupe a réalisé **339 millions d'euros de bénéfice en 2024**. David Etheve, délégué syndical CGT : *" estime que les risques psychosociaux ont été sous-estimés et que la charge de travail des salariés restants va augmenter pour pallier la baisse d'effectif."*

Aubagne pour les 250 salariés de l'enseigne Alinea, faire face à la fermeture annoncée

A l'appel de l'intersyndicale, les 250 salariés de l'enseigne d'ameublement et de décoration Alinea se sont mobilisés et ont débrayé samedi matin 14 février, devant le magasin Alinea de la Zone des paluds. L'enseigne est menacée de fermeture, alors que la principale offre de reprise vient de capoter. Les salariés veulent se faire entendre des actionnaires de la galaxie Mulliez.

Beauvais : agents de la ville à nouveau en grève le 10 février⁵

Ils avaient déjà manifesté le 3 février afin de dénoncer leurs conditions de travail. Selon la CGT : *"Rien ne s'est passé depuis la semaine dernière, Le directeur général des services a dit qu'on n'était qu'une quarantaine mardi dernier, ce n'est donc pas assez grave... C'est d'ailleurs faux, nous étions soixante-deux, et certains ont fait grève l'après-midi, d'autres sont en arrêt, et d'autres ont été menacés. Oise Hebdo⁶ rapporte ainsi les doléances des grévistes : "Les manifestants déplorent toujours une souffrance au travail, qui se manifeste par de la pression ou des menaces dans certains services. Si des choses ont été mises en place par la collectivité, les agents trouvent que ce n'est pas encore assez. Un psychologue pour 1 600 personnes ça ne va pas... Une plateforme d'écoute a été mise en place, c'est positif, mais si la personne qui écoute est celle qui pose problème ça ne sert à rien."*

19 jours de grève : les postiers de Léré (Cher) lèvent leur mouvement et saluent plusieurs avancées

Les six salariés de La Poste de Léré (Cher) ont levé leur mouvement de grève le vendredi 13 février. Cela faisait 19 jours que les grévistes étaient mobilisés pour s'opposer au transfert des activités de distribution des colis vers Sancerre. Après des échanges avec la direction, la CGT annonce plusieurs avancées justifiant cette levée du mouvement de grève. Les postiers ont repris leur travail le 16 février. La CGT confirme plusieurs avancées :

*Le **report de la date du transfert** de Léré vers Sancerre : initialement prévu ce 17 février, n'aura finalement lieu que le 19 mai.

*L'obtention d'un CDI

*10 semaines de flexibilité au lieu de 3, par exemple.

La CGT salue ces avancées, tout en affirmant qu'elle : *"ne laissera pas faire les casseurs du service public"*.

Carrefour Alma, à Rennes : mobilisation contre les conditions de travail

Grosses tensions au magasin Carrefour du centre commercial Alma à Rennes. **Une cinquantaine de salariés** se sont rassemblés le samedi 14 février au matin devant l'entrée du magasin, à l'appel de la CGT et Force ouvrière, pour dénoncer la situation de "détresse" dans laquelle se trouvent les 230 salariés. Le magasin est en redressement judiciaire depuis décembre, et doit changer de gestionnaire le 1er mars 2026 : l'entreprise finistérienne Pont de Bois, assurant la location-gérance du magasin depuis 2022, va être remplacée. Les salariés dénoncent les salaires qui n'augmentent plus, des primes d'intéressement qui ont disparu depuis le passage en location-gérance en 2022. Les nouveaux embauchés n'ont pas le droit aux tickets restaurants, ajoutent les syndicats. Mais la cinquantaine de personnes mobilisées pointent surtout un climat de travail toxique.

Bastia : grève au collège Giraud

Depuis le 12 novembre 2025, le bâtiment B du collège Giraud est fermé à cause d'un risque d'affaissement. Selon l'intersyndicale : *"le fonctionnement est en mode dégradé"*. Les enseignants grévistes réclament à la Collectivité de Corse, propriétaire de l'établissement, un calendrier précis des travaux.

Pétition contre à la réorganisation du remplacement dans les Haut de Seine pour la rentrée scolaire 2026

Alors que le DASEN projette de supprimer les postes de Brigade REP+, (Réseau d'Education Prioritaire Renforcé) près d'une centaine d'enseignants des REP+ de Gennevilliers et Nanterre se sont rassemblés avec le soutien des organisations syndicales devant la DSDEN pour réclamer le maintien des postes des Brigades REP+ La direction académique projette la création d'une brigade « unifiée » pour la rentrée 2026. C'est-à-dire une brigade de remplacement sans spécialité ni mission spécifique (Brigades REP+, Brigades de formation, Titulaire de Remplacement (TR) de circonscription). les organisations syndicales du département revendiquent :

*l'annulation du projet de réorganisation du remplacement

*le maintien de toutes les catégories de remplaçants

*le maintien de la gestion des remplaçants au niveau de la circonscription

*une intervention de proximité des remplaçants dans leur circonscription afin de permettre aux enseignants remplaçants d'envisager sereinement leurs conditions de travail et l'articulation avec leurs vies personnelles

*le maintien des spécificités des postes dédiés et implantés pour les pondérations en REP+

Action dans l'enseignement en Île-de-France contre les suppressions de postes

Mardi 17 février ont eu lieu une grève et une manifestation à l'appel d'une intersyndicale régionale. Un peu plus de 6 % des enseignants se sont mis en grève afin de protester contre la suppression des postes annoncée pour septembre (400 postes en moins pour l'Île de France) et contre le manque d'AESH (assistantes pour les élèves en situation de handicap). Peut-être les prémices d'un mouvement plus important après les vacances de février.

Grève pour les salaires à la Scapest à Saint-Martin-sur-le-Pré (Marne)

Selon les représentants syndicaux, les négociations salariales n'ont pas été à la hauteur. Depuis le lundi 16 février, **un mouvement de grève est en cours dans les locaux** de cette centrale d'achats des magasins Leclerc basée à Saint-Martin-sur-le-Pré dans l'agglomération châlonnaise. **Un barrage filtrant est également en place** depuis ce lundi matin au niveau des produits frais.

D'une manière générale, les résultats des NAO se traduisent par un coup de frein sur les salaires. Concernant les entreprises qui revalorisent les salaires, l'augmentation est en moyenne de 1,73% contre 2,27% en 2025 et 3,5% en 2024. On constate aussi la part plus importante des primes individualisées dans le salaire. Pour une évaluation plus complète de l'état des NAO, il est possible de se référer à la récente étude du groupe *Alpha*⁷.

Grève à l'usine Saint-Gobain de Sully-sur-Loire (Loiret)

Grève le lundi 16 février à l'usine Saint-Gobain de Sully-sur-Loire. 150 salariés du site sont mobilisés au cours de cette journée. Le mouvement fait suite aux deux dernières réunions infructueuses sur les négociations annuelles des salaires (NAO). Les syndicats réclamaient un geste face à la *"grande flexibilité des salariés"*, explique la CGT.

Manifestation pour soutenir la verrerie Arc à Arques (Pas de calais)

Environ 500 personnes ont manifesté ce lundi 16 février à l'appel de l'intersyndicale de la verrerie Arc à Arques, dans le Pas-de-Calais. Dans le cortège, des salariés, des retraités mais aussi des habitants du secteur inquiets alors que l'entreprise attend un repreneur.

Grève à la SPL Nantes

Grève à la SPL (Société Publique Locale) de Nantes La CGT a déposé un préavis de grève jusqu'au 1er mars. Un mouvement parti des Machines de l'île, désormais élargi à Nantes Tourisme et au Château des ducs de Bretagne. *"Le mouvement de grève est élargi à l'ensemble des pôles culturels et touristiques majeurs de la Société publique locale 'Le voyage à Nantes'"*, précise Fabien Laidin, délégué syndical CGT SPL Voyage à Nantes.

Depuis le 7 février 2026, les salarié·es des Machines de l'île sont en grève pour dénoncer des conditions de travail dégradées, un manque de reconnaissance salariale à la SPL.

Ce mouvement, initié par les équipes des Machines s'inscrit dans la durée et témoigne d'un profond malaise au sein des services.

Ce 17 février la mobilisation a pris une nouvelle ampleur :

les équipes de Nantes Tourisme, et plusieurs services du Château des ducs de Bretagne, ont rejoint la grève, élargissant ainsi le mouvement à l'ensemble des pôles culturels et touristiques majeurs de la SPL.

Les revendications portent notamment sur:

- *une revalorisation salariale à la hauteur des compétences, des missions et de l'attractivité du territoire ;
- l'amélioration des conditions de travail, fortement mises à mal par la saisonnalité et la polyvalence imposée ;
- une révision de l'organisation interne et une véritable prise en compte de la parole des salarié·es ;

Malgré plusieurs alertes formulées depuis des mois, la direction de la SPL n'a pas apporté de réponses jugées satisfaisantes. Les équipes en grève réaffirment leur volonté d'un service culturel et touristique public, de qualité, fondé sur le respect des professionnel·les qui le font vivre.

Les grévistes restent ouverts à la négociation et appellent la direction à engager rapidement de véritables discussions, afin de sortir par le haut d'un conflit qui impacte non seulement les salarié·es, mais également l'ensemble des publics, habitant·es comme visiteur·ses.

Économie

Macron en Inde

Le Président de la République française se rend pour une quatrième visite officielle en Inde en ce mois de février 2026. Le prochain organisateur du G7 rencontre donc le prochain organisateur de la réunion des BRICS+ pour renforcer les relations bilatérales et évoquer des sujets mondiaux comme la guerre en Ukraine pour laquelle l'Inde conserve une agaçante neutralité du point de vue français ou la place de la Chine dans le monde.

Avec moins de 2% du commerce total du pays, la France n'est pas un partenaire majeur de l'Inde. Le secteur aéronautique prédomine (Airbus) et la défense (avions de chasse Rafale). Les deux chefs d'État, notons le, inaugureront une usine de montage d'hélicoptère Airbus durant cette visite.

La grande affaire de ce voyage demeure l'annonce de l'achat d'une centaine de Rafale (114 appareils). Il n'est pas certain que cette décision se concrétise rapidement : un méga contrat de ce type a déjà échoué antérieurement il y a une vingtaine d'années (pour 126 Rafale) car les Indiens entendaient localiser leur production sur leur sol.

Pour la France, l'Inde est un pays de grands projets industriels qui n'aboutissent pas toujours comme la fameuse centrale nucléaire EPR (6 réacteurs) de Jaitapur toujours « d'actualité » depuis la fin des années 2000. D'ailleurs, il ne semble pas que ce projet fasse partie de l'agenda de cette visite.

En revanche, il sera question d'Intelligence Artificielle avec un axe particulier : son usage « durable au service de l'intérêt général avec le souci de la protection de l'enfance » indique la ministre du numérique. Donc l'IA pour promouvoir la protection de l'enfance en ligne...

Comment dire ? Des millions d'enfants indiens ont sans doute peut-être besoin de protection, non pas en ligne, mais en direct, par un apport de soins adéquats et de toute nature.

Il semble que le gouvernement français soit un peu déconnecté des réalités et pas seulement sur le périmètre du territoire national. Les autorités indiennes auront certainement la politesse d'écouter les grandes pensées élyséennes avant de passer à autre chose de plus consistant.

300 acteurs de santé publique alertent contre la réorganisation de Santé publique France

Des médecins, chercheurs et acteurs de santé publique signent une tribune⁸ dans le journal *le Monde* pour s'inquiéter de la réorganisation de *Santé Publique France* : " Nous, médecins, chercheurs, acteurs de santé publique, sommes saisis de stupeur à l'annonce d'une possible réorganisation de Santé publique France, l'agence nationale de santé publique, qui prend un air de quasi-démantèlement de son activité en matière de campagnes de prévention."

Industrie automobile : un travail de l'INSEE met en relief les dégâts de la désindustrialisation

L'INSEE a publié le 12 février, une étude au sujet de la filière automobile manufacturière entre 2010 et 2023⁹. Le constat est accablant : ce secteur industriel se caractérise par une chute de 33% du nombre de ses travailleurs (et pourtant l'ensemble du secteur manufacturier enregistre sur la même période un recul de 1%).

Ainsi, les effectifs de la filière sont passés en 13 ans de 425.000 emplois équivalent temps plein à 286.800. Les pertes d'emplois chez les fournisseurs concernent le secteur de la métallurgie, de la chimie et des équipements électriques. La catégorie des ouvriers non qualifiés est la plus touchée par ce recul avec une part dans l'emploi total passant de 18% à 14% tandis que la part des ouvriers qualifiés restent constante (un tiers des effectifs).

Une société sur cinq de la filière a cessé son activité durant la période étudiée.

Durant la même période, la part de la production de Renault hors des frontières hexagonales est passée de 49% à 58% et celle de PSA de 31% à 44%. Entre 2000 et 2010, les fournisseurs ont suivi cette délocalisation en exportant davantage que les autres secteurs d'activités mais cette dynamique s'interrompt durant le période 2010-2023. De fait, ces fournisseurs ont partiellement suivi le mouvement de délocalisation de leurs principaux clients. Cette étude illustre la stratégie de désindustrialisation du pays aux effets multiplicateurs sur toute une filière. Ce n'est donc pas d'aujourd'hui qu'ils quittent le navire...

11.000 accidents de travail recensés dans l'Hérault en 2024

Selon la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT) : " l'ex-région Languedoc-Roussillon fait partie des régions de France où le nombre d'accidents de travail reste particulièrement élevé : 24.000 accidents de travail en 2024, dont presque la moitié uniquement dans le département de l'Hérault, particulièrement exposé." En 2024 la CARSAT du Languedoc-Roussillon a recensé plus de **11.000 accidents de travail dans l'Hérault**. Soit deux fois plus que dans le Gard ou les Pyrénées-Orientales. Ils ont engendré **12 décès au total**.

selon la CARSAT, la raison tient au fait que : " une écrasante majorité des entreprises sont de très petite taille (moins de 10 salariés). Et les employeurs et salariés ne sont pas toujours bien sensibilisés aux différents risques." Plusieurs secteurs en particulier sont plus touchés que les autres: le BTP, le sanitaire et médico-social et le secteur de l'intérim.

L'Allemagne enregistre un déficit commercial sans précédent avec la Chine

Selon le journal *Les Echos*¹⁰ : " L'Allemagne achète désormais plus de biens d'équipement à la Chine que la Chine n'en achète à l'Allemagne." D'après les chiffres de l'Office allemand des statistiques Destatis, les importations de marchandises en provenance de Chine ont bondi de 9 % en 2025, pour atteindre 171 milliards d'euros. Si la part de l'automobile est restée limitée, certains secteurs comme les textiles ou les équipements métalliques ont connu des hausses de plus de 20 % d'une année sur l'autre, selon l'agence Germany Trade &

Invest (GTAI). Une analyse de l'évolution des échanges entre la Chine et l'Allemagne est disponible en anglais¹¹ : " Le choc chinois » allemand revisité."

France Universités et le MEDEF ont signé, le 12 février 2026, une convention de partenariat

France Universités et le Medef ont signé le jeudi 12 février à Paris, une convention de partenariat¹² affirmant leur volonté commune de renforcer le rôle stratégique de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le développement économique, social et culturel du pays. Cette convention souligne le rôle important que joue l'enseignement supérieur et la recherche dans le développement économique. Cependant, il serait illusoire de s'en tenir aux grandes déclarations sur l'enseignement supérieur et la recherche et son rôle dans l'économie, le social et la culture sans analyser les relations entreprises recherches en dehors de la réalité des rapports de production capitalistes¹³. De ce point de vue, il est intéressant de noter que la convention porte une attention au renforcement de la présence du patronat dans l'ESR : " *Le texte renforce par ailleurs la place des entreprises au sein des universités, en promouvant la création de vice présidences dédiées au développement économique, de bureaux des entreprises et d'une implication accrue dans l'évolution des formations. Il soutient le développement de l'entrepreneuriat étudiant, notamment à travers la valorisation du statut national étudiant-entrepreneur, l'accompagnement des projets innovants et le déploiement de Junior Entreprises sur les campus, qui concernent déjà plus de 25.000 étudiants. La mise en place d'une « Semaine Enseignement supérieur – Entreprises » viendra également mettre en lumière les filières de formation, les métiers et les dispositifs clés d'insertion professionnelle et de coopération école entreprise.*"

Industrie : la France a continué à perdre plus d'usines qu'elle n'en a ouvert en 2025, 10.000 emplois concernés

Selon *France Bleu* et *l'Usine Nouvelle*, pour la deuxième année consécutive, la France ferme davantage d'usines qu'elle n'en ouvre, c'est le bilan que dressent 'ICI et l'Usine Nouvelle¹⁴. En 2025, le pays a en effet enregistré 124 fermetures*, liquidations, redressements ou procédures de sauvegarde, et 86 ouvertures de sites industriels, auxquels il faut ajouter 62 extensions. Le solde est de 38 sites perdus. Ce bilan négatif est légèrement moins sévère qu'en 2024, où il était de 40 sites perdus. Cette étude confirme celle publiée par La CGT sur les fermetures d'entreprises et le bilan globalement négatif en terme d'emplois.

UPS annonce 30.000 suppressions d'emplois¹⁵

UPS prévoit de supprimer 30.000 emplois opérationnels supplémentaires en 2026, dans le cadre de son plan de redressement et de la fin progressive de son partenariat avec Amazon. Cette annonce intervient après une première vague de 48 000 suppressions en 2025, dépassant largement l'objectif initial de 20 000 postes. Le groupe cherche à réduire ses coûts variables, notamment en diminuant de 25 millions le nombre d'heures opérationnelles liées aux activités avec Amazon.

Plan Fécondité

Emmanuel Macron appelle à procréer afin de renouveler la force de travail et la chair à canon !

Le ministère de la Santé a annoncé le 5 février un plan pour la fertilité, Le gouvernement a annoncé son intention d'envoyer une lettre aux personnes de 29 ans afin de les sensibiliser à la question de l'infertilité. La consigne du gouvernement : « Faites des enfants et pas trop tard »... Comment un projet d'enfant¹⁶ peut-il se rapporter à un simple courrier? D'autre part une "injonction à faire des bébés" ne règle en rien les "vrais problèmes" dissuadant d'avoir des enfants. Une mesure autoritaire en 16 points visant à relancer la natalité française : ne s'attaquant ni aux freins économiques, ni à la santé mentale n'ayant jamais été si mauvaise dans notre pays

Les pollutions nuisibles à la fertilité et le manque de perspectives économiques sont les premiers obstacles à la parentalité. L'épidémie d'infertilité touchant un couple sur huit n'est pas le fruit de comportements individuels, mais appelle une réponse collective et politique à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux. Dans le plan rien n'est prévu afin de lutter contre les causes systémiques et environnementales de l'infertilité.

Les études le confirment : la pollution et notamment les pesticides présents dans l'eau et dans les aliments, les PFAS¹⁷ ont aussi un effet néfaste sur la fertilité ainsi que sur le développement du fœtus. Quant au sperme, on sait depuis des années que sa qualité est altérée par la pollution de l'air, et l'exposition aux perturbateurs endocriniens, comme les phtalates.

Que fait le gouvernement contre cela? Rien. Sinon se plier aux exigences des multinationales et de l'agriculture intensive. Fiasco des plans censés réduire les pesticides où améliorer la qualité de l'air, soutien à la loi Duplomb et à la réintroduction de l'acétamipride, scandale des eaux contaminées, laits infantiles avec toxine: Nestlé (Guigoz et Nidal), Lactalis (Picot), Danone (Gallia, Blédilait), Vitagermine (Babybio)... Cadeaux faits à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles productivistes et pro-pesticides. Le gouvernement réduit drastiquement, avec la complicité du PS, le budget de la Sécurité sociale, au détriment des personnes

atteintes de pathologies chroniques, comme l'endométriose. Un service public de la santé exsangue après les coupés budgétaires des gouvernements successifs !

Facile de sortir sa plume et de dire aux jeunes de fonder une famille et de l'autre voter les lois Duplomb, Sans compter les facteurs économiques. Comment avoir les moyens de désirer des enfants avant 30 ans dans un pays où l'âge du premier CDI est passé de 20 ans en 1975 à environ 27 ans de nos jours. L'âge d'accès à la propriété atteint environ 34 ans aujourd'hui, avec des prêts d'une durée moyenne de 23 ans pour l'achat d'une résidence principale contre 13 ans environ en 2001. A cela s'ajoutent l'augmentation du coût de la vie, la difficulté à trouver un mode de garde La France présente des taux de mortalité¹⁸ infantile et maternelle nettement supérieurs à nombre de voisins européens etc... La jeunesse n'a rien à attendre du capitalisme.

Solidarité internationaliste

La justice britannique juge illégale l'interdiction du mouvement Palestine Action

"Classée comme " organisation terroriste " par le gouvernement Starmer, *Palestine Action* a remporté, vendredi 13 février, une victoire : la justice estime que l'interdiction du mouvement est illégale. La répression des autorités avait amené à des centaines d'arrestations lors de manifestations de soutien et à la mise en danger de militants détenus, laissés en grève de la faim pendant plusieurs mois.

Le gouvernement britannique vient de voir, vendredi 13 février, sa politique répressive à l'encontre de *Palestine Action* contestée. Trois juges, sous la direction de la présidente de la Cour du banc du roi (« King's bench division »), Victoria Sharp, sont formels : l'interdiction du mouvement de soutien au peuple palestinien est illégale. La ministre britannique de l'Intérieur, Shabana Mahmood, a annoncé qu'elle ferait appel de cette décision. Les membres de *Palestine Action* remportent donc " une victoire monumentale ", se réjouit Huda Ammori, cofondatrice de *Palestine Action*, dans la lutte judiciaire les opposant au premier ministre britannique, Keir Starmer. Le dirigeant travailliste et son gouvernement avaient décidé, le 23 juin 2025, de placer *Palestine Action* sur sa liste des « organisations terroristes, au même titre que des organisations comme l'État islamique."

Extrait d'un article publié le 13 février 2026 par le journal *L'Humanité* sous la signature de **Tom Demars-Granja**

Lufthansa en grève

Le mouvement social est né d'un conflit au sujet de la retraite d'entreprise des pilotes, jugée « *très en deçà* » du niveau de rémunération antérieur. L'objectif est de décrocher une convention collective qui " *offre sécurité et fiabilité tant aux pilotes actuellement en poste qu'aux nouvelles recrues* ", selon un communiqué du syndicat.

Puissantes grèves en Inde contre la réforme du code du travail et l'accord Inde-USA

A propos de la grève en Inde, le Bureau politique du Parti communiste d'Inde (marxiste) a publié la déclaration suivante

Félicitations à la classe ouvrière concernant le succès de la grève générale Le Bureau Politique du Parti Communiste d'Inde (marxiste) félicite la classe ouvrière de notre pays pour le succès de la grève générale d'aujourd'hui. Paysans et ouvriers agricoles se sont joints à la classe ouvrière afin de protester contre la promulgation des quatre codes du travail, l'abrogation *de facto* de la loi Mahatma Gandhi sur la garantie nationale de l'emploi rural, fondée sur les droits, et contre d'autres politiques anti-ouvrières, anti-paysannes et anti-populaires du gouvernement central dirigé par le BJP (parti d'extrême droite nationaliste hindou) . La classe ouvrière a fait entendre sa voix haut et fort. Le PCI(M) réaffirme sa solidarité avec les ouvriers, les agriculteurs et les travailleurs agricoles protestant contre les diverses politiques anti-populaires du gouvernement du BJP. Le gouvernement doit immédiatement abroger la promulgation des quatre codes du travail et garantir la protection des droits chèrement acquis des travailleurs. Il convient d'abroger la loi VB-GRAMG, de retirer le projet de privatisation de la distribution d'électricité et de supprimer le projet de loi sur les semences. Il est également nécessaire de se retirer des différents accords de libre-échange (ALE) et accords commerciaux signés, notamment avec les États-Unis et l'Europe, car ils nuisent aux intérêts des travailleurs, des agriculteurs et de la population indienne en général.

De leur côté les paysans indiens ont levé le drapeau de la révolte contre l'accord Inde-USA

Les principaux syndicats et organisations agricoles indiennes ont lancé hier une grève nationale protestant contre un accord commercial intérimaire avec les États-Unis. Les grévistes ont déclaré que cet accord porte atteinte aux intérêts des agriculteurs, des petites entreprises et des travailleurs. Leur grève d'une journée a perturbé les services publics et l'activité industrielle. À New Delhi, Hannan Mollah, militant agricole participant à la grève, a affirmé que les récents accords de libre-échange conclus par l'Inde avec la Nouvelle-Zélande, l'Europe et maintenant les États-Unis menaçaient de ruiner le secteur agricole indien, les marchés locaux étant inondés de produits à bas prix. " Le combat se poursuivra jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites ", a déclaré M. Mollah. " Dans le cas contraire, la population se rassemblera en masse et renversera le gouvernement Modi. " Amarjeet Kaur, secrétaire générale de l'All India Trade Union Congress, un important syndicat ayant participé à

la grève, a déclaré que l'accord commercial avec Washington ouvre les marchés indiens aux produits agricoles subventionnés, menaçant ainsi les moyens de subsistance de millions de petits agriculteurs. « *Les produits agricoles américains bon marché seront déversés en Inde, ce qui rendra la concurrence difficile pour nos agriculteurs et nos petites entreprises* », a-t-elle déclaré. Au Parlement, les politiciens de l'opposition ont exigé du gouvernement l'annulation l'accord commercial et ont critiqué le Premier ministre Narendra Modi en scandant « *Narendra Modi, Modi, capitule !* ». Le gouvernement a défendu l'accord commercial intérimaire, le présentant comme une étape vers l'expansion des exportations, l'attraction des investissements et le renforcement des liens stratégiques avec les États-Unis. Les intérêts des agriculteurs des secteurs agricole et laitier ont été protégés, a récemment déclaré le ministre indien du Commerce, Piyush Goyal. L'Inde et les États-Unis ont annoncé ce mois-ci qu'ils se rapprochaient d'un accord commercial formel, en publiant un cadre intérimaire. Une fiche d'information publiée par la Maison Blanche indique que les droits de douane américains sur les produits indiens passeront de 25 % à 18 %, tandis que la pénalité de 25 % imposée à l'achat de pétrole russe par l'Inde sera supprimée. En contrepartie, l'Inde cessera d'acheter du pétrole russe et achètera pour 500 milliards de dollars (365 milliards de livres sterling) de biens américains, notamment de l'énergie, tout en réduisant les taxes et les barrières non tarifaires. Les manifestants indiens se sont également opposés aux efforts de M. Modi afin de privatiser les entreprises publiques et mettre en œuvre un nouveau code du travail, qualifiant ces changements de « tromperie et de fraude » à l'encontre des travailleurs.

- 1 <https://www.institutmontaigne.org/publications/sante-mentale-des-jeunes-de-lhexagone-aux-oultre-mer>
- 2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3803-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-266-du-12-fevrier-2026>
- 3 <https://unitecgt.fr/unite-mensuel-7/>
- 4 <https://www.francebleu.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone-13/marseille/a-marseille-15e-le-personnel-du-chateau-en-sante-tres-remonte-contre-les-coupes-budgetaires-a-venir-1937290>
- 5 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3797-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-265-du-05-fevrier-2026>
- 6 <https://www.oisehebdo.fr/2026/02/10/beauvais-agents-ville-greve-souffrance-travail/>
- 7 <https://www.groupe-alpha.com/wp-content/uploads/2025/11/Etude-Flash-NAO-2026.-Les-premiers-chiffres-par-le-Centre-Etudes-Data-du-Groupe-Alpha.pdf>
- 8 https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/15/affaiblir-ou-fragmenter-l-agence-nationale-sante-publique-france-constituerait-une-regression_6666859_3232.html
- 9 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8739557>
- 10 <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-vague-du-made-in-china-deferle-lallemagne-enregistre-un-deficit-commercial-sans-precedent-avec-la-chine-2214416>
- 11 <https://rhg.com/research/germanys-china-shock-revisited/>
- 12 <https://franceuniversites.fr/actualite/france-universites-et-le-medef-pour-renforcer-les-liens-entre-universites-et-entreprises/>
- 13 Recherche Innovation Production des enjeux de lutte, publication des cellules CNRS-INSERM et Université du Parti Révolutionnaire Communistes, disponible sur commande
- 14 <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/carte-industrie-la-france-a-continue-a-perdre-plus-d-usines-qu-elle-n-en-a-ouvert-en-2025-10-000-postes-menaces-3922545>
- 15 <https://www.boursorama.com/bourse/actualites/ups-annonce-30-000-suppressions-de-postes-en-lien-avec-son-desengagement-d-amazon-a5da550df34f65325e41505a342bf644>
- 16 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/societes/2660-rearmement-de-la-natalite-queelles-realites-demographiques-pour-la-france-capitaliste>
- 17 substances chimiques, polluants éternels
- 18 En 1990, la France était en tête du classement européen pour la survie des enfants. Vingt ans plus tard, elle occupait encore le 8^e rang pour les garçons et le 10^e rang pour les filles. En 2022, elle chute respectivement aux 24^e et 22^e places.

© Copyright

Débat National sur :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société"

samedi 21 mars 2026 à 14h00 au Maltais Rouge à Paris. 40 Rue de Malte, 75011 Paris, métro République ou Oberkampf)

La Brochure préparatoire au débat est disponible sur commande et auprès des militants Communistes

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mail

Pour nous aider à diffuser notre brochure et le résumé ecosoc, vous pouvez faire un don en adressant un chèque libellé à l'ordre du : Parti Révolutionnaire Communistes à l'adresse ; Parti révolutionnaire Communistes, 24 boulevard Saint Martin 75003 Paris

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

Devenez correspondant du résumé Ecosoc.

Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service